

# Pinar Selek, une sociologue turque défend la cause arménienne

Poursuivie par la justice de son pays qui l'accuse d'avoir participé à un attentat en 1998, la socio-logue et militante féministe turque Pinar Selek vient de publier un livre<sup>1</sup> qui prend la défense de la cause arménienne. Rencontre à Strasbourg en cette année qui commémore le génocide de 1915 durant lequel les deux tiers des Arméniens vivant dans l'Empire ottoman ont été exterminés.

PROPOS RECUEILLIS PAR WILLIAM IRIGOYEN

Difficile de ne pas le remarquer: un florilège de livres sortent à l'occasion du centenaire du génocide arménien. Celui de Pinar Selek attire d'emblée l'attention. D'abord parce qu'il est écrit par une sociologue (avec le sens de l'observation et de l'analyse des groupes humains) et militante féministe (soucieuse des autres minorités à laquelle appartiennent assurément les Arméniens de Turquie). Mais si son essai frappe c'est peut-être avant tout parce que son auteure est turque (appartenant donc malgré elle au camp des agresseurs). Exilée en France depuis 2011, elle n'en garde pas moins un œil sur l'évolution de son pays et la façon dont celui-ci traite ses voix alternatives.

*Le témoignage d'une féministe antimilitariste qui a eu maille à partir avec l'État ne réparera sans doute aucune injustice*, est-il écrit dès les premières pages. Peut-être mais ce témoignage a le mérite d'expliquer de façon assez clinique le rapport à l'autre, cet autre qui n'a pas la même religion, que l'État assimile à un terroriste, à une espèce maléfique. «Qui étaient les Arméniens, comment vivaient-ils, personne ne le sait vraiment. Ils étaient peut-être une sorte de Gülyabanis, comme nous le racontaient nos aïeux, ou d'autres créatures du même acabit», lance Pinar Selek, en faisant référence à ces êtres imaginaires et maléfaisants dans les contes turcs.

À l'école, la description de l'Arménien «s'affine» et devient nettement plus politique. Si le propos n'était pas aussi abject, le lecteur en serait réduit à la seule moquerie: «Notre professeur nous a expliqué que les mots *ermeni* et *terrist* ont la même racine: *er*. Et *er* fait pen-

ser à l'armée, nous rappelle la mort, les tueries, les massacres. Je ne parle évidemment pas de l'armée turque, les soldats turcs ne tuent jamais personne. Ils adorent les petits et respectent les personnes âgées. Alors que les Arméniens... Eux, ils s'en prendraient surtout aux enfants de notre âge. Ils les violeraient d'abord, puis ils boiraient leur sang. La nuit, je fais des cauchemars où je les vois comme des géants avec une tête énorme et un œil sur le front...»

Sans doute est-ce parce que le propre père de l'auteure a connu la prison que Pinar Selek se méfie des étiquettes toutes faites et qu'elle met un point d'honneur à penser par elle-même. Elle s'offusque des campagnes organisées par le ministère de l'Éducation nationale visant à prouver que son pays n'a jamais exterminé ses minorités. Elle s'indigne du contenu des manuels scolaires visant à faire des Arméniens les éternelles bêtes noires des régimes successifs. Elle se souvient aussi de sa voisine, Madame Talin, une Arménienne qui a sans doute compté, sans le savoir, dans sa prise de conscience de l'injustice. «Que devient-on lorsqu'on oublie? s'interroge la sociologue La réponse est catégorique: «On s'habitue au mal.»

Pinar Selek n'est pas tendre avec les agissements de l'Empire ottoman. Mais elle ne défend pas plus la République fondée en 1923 qui s'entête dans le négationnisme. À la lire, une question brûle les lèvres: la violence serait-elle consubstantielle à l'État Turc? Pas de réponse catégorique mais des faits, troublants: Les pogroms d'Istanbul de 1955 ont entraîné la mort de plus d'une douzaine de personnes et la mise à sac de plusieurs milliers de maisons et de magasins, de 110 hôtels, 27 pharmacies, 23 écoles, 21 usines, 73 églises, 2 monastères, une synagogue et de plusieurs cimetières appartenant aux Grecs, aux Arméniens et aux Juifs.

Parce que sa voix est forte, Pinar Selek semble vouloir la partager avec ces Arméniens que l'histoire turque veut réduire au silence. Et l'auteure de remonter le temps, démarche indispensable pour mieux faire comprendre comprendre le lent et subtil engrenage génocidaire. Regarder cela en face, c'est aussi rouvrir les plaies et appuyer dessus, quitte à heurter ceux qui s'érigent en parangon de l'humanisme, en défenseur catégorique des droits humains. Car la sociologue turque, classée pourtant à la gauche de la gauche, est sans pitié pour son propre camp — s'agit-il seulement de la même sphère? Il est permis d'en douter à la lecture du livre? — même les mouvements de gauche s'étaient habitués au déni du génocide.

On comprend alors mieux pourquoi les Arméniens, obligés de se méfier de tout le monde, y compris ceux qui sont censés les défendre, aient cherché, un temps, à passer à d'autres moyens d'action, tout en jouant la prudence. Dans les années 1970, c'est avec les mêmes angoisses que les Arméniens avaient rejoint les rangs des révolutionnaires. Et pour ne pas attirer d'ennuis à leurs familles et à la communauté arménienne d'une part, et protéger le mouvement de gauche du «ceau arménien» d'autre part, ils avaient souvent changé de nom. Plus tard, d'autres, comme Hrant Dink<sup>2</sup>, fondateur d'*Agos* (Le Sillon), premier journal en turc et arménien du pays, ont suivi une autre trajectoire qui suscite l'admiration de l'auteure.

Les Arméniens étant considérés comme une minorité religieuse, et seul le patriarche pouvant s'exprimer en leur nom, les différents acteurs de la communauté se réunirent à son siège. C'est là que Hrant Dink avait suggéré la création d'un journal bilingue, résolu à agir contre les amalgames anti-arméniens. Le patriarche soutint le projet. Par la suite, Hrant Dink, ancien militant de gauche, refuserait l'autorité du patriarche et affirmerait une position laïque. La laïcité: voilà une autre thématique ouverte par Pinar Selek qui mériterait sans doute à elle seule un nouveau livre. Ne serait-ce que pour mettre cette conception devenue fourre-tout en regard de celle défendue par d'autres pas, la France par exemple.

Avec cette phrase que la classe politique, quelle que soit sa nationalité, serait bien inspirée de méditer: «En Turquie, l'État est une entité sacrée, plus encore que Dieu. Il construit et consolide son pouvoir au moyen d'un vocabulaire mythologico-religieux qui proscrit tout débat.»

**Pourquoi avoir écrit ce livre?**

**Pinar Selek:** C'est un concours de circonstances. Lorsque j'habitais Strasbourg, j'ai effectué des recherches sur les «transformations de l'espace militant». Je me suis intéressée à quatre mouvements: féministe, kurde, LGBT (Lesbiennes, Gays, Bisexuels, Transgenres) et arménien. D'emblée, j'ai remarqué que ce dernier mouvement avait quelque chose de spécifique. D'abord, il a émergé très tardivement. Dans sa forme d'organisation, il m'a d'emblée semblé plus proche du mouvement féministe ou LGBT.

L'assassinat, en 2007, du journaliste turc d'origine arménienne Hrant Dink a eu influence considérable, pas seulement dans cet espace militant mais dans l'ensemble de la société turque. À mon sens, ce meurtre a annoncé les événements de Taksim<sup>3</sup>. Du coup, j'ai voulu comprendre l'interaction de ces différents mouvements, ce qui m'a conduit à m'intéresser à l'histoire arménienne. J'ai commencé à faire des recherches à Lyon où j'habitais maintenant. Mais, pour des raisons assez difficiles à expliquer, j'ai très vite senti chez moi un blocage sur cette question. Je me suis dit: «Il faut que je me dévoile, que j'explique comment je me situe, que je parle de mon évolution». D'où ce témoignage.

**En parler librement alors que la Turquie — en tout cas ses gouvernements — quelle que soit leur orientation politique, semblent s'enfermer dans le négationnisme.**

Vous avez raison de distinguer gouvernants et gouvernés. Parlons de l'État turc d'abord. Ses positions ne sont pas le fruit du hasard. Plusieurs facteurs peuvent les expliquer. Il y a, comme partout ailleurs, le poids des dynamiques internes au sein d'un appareil de pouvoir. Le contexte international joue aussi un rôle important. En tout cas, je pense que rien n'est gravé dans le marbre. D'autant que la société se fait entendre. Les mobilisations citoyennes de ces dernières années ont exercé une certaine influence sur le pouvoir turc. Quand vous avez des marches rassemblant 400 000 personnes scandant «nous sommes tous Arméniens», cela joue un rôle politique. Il faut se rappeler que dans les années 1980, dire cela était considéré comme une insulte



PINAR SELEK: «À MON SENS, L'ASSASSINAT, EN 2007, DU JOURNALISTE TURC D'ORIGINE ARMÉNIENNE HRANT DINK A ANNONCÉ LES ÉVÉNEMENTS DE LA PLACE TAKSIM.»

© PHILIPPE MATSAS / OPALE / ÉDITIONS LIANA LEVI / 2014

à l'égard du gouvernement. Je ne pense pas, bien sûr, que le négationnisme s'est transformé de façon radicale mais il y a une petite évolution. Ce qui est sûr, c'est que le gouvernement actuel veut fédérer les musulmans, les Arabes avec une forme d'organisation libérale économique et conservatrice politiquement. L'empire ottoman serait, aux yeux de l'État, le modèle pour construire cette nouvelle structure plus souple. Mais pour qu'il y ait plus de souplesse, il faut une évolution. Sur la question kurde, le pouvoir évolue. Sur la question arménienne aussi. Ainsi, certains biens du patrimoine arménien sont en pleine rénovation. On peut penser que c'est pour des raisons économiques, pour développer le tourisme, certes, mais il faut tenir compte de ce paramètre.

la base est plus forte qu'on ne le croit. Et elle peut faire bouger les choses sur cette question arménienne comme sur d'autres.

**L'utilisation de l'expression «génocide arménien» est-elle toujours risquée aujourd'hui en Turquie ?**

En tout cas, elle n'est plus totalement taboue. J'ai commencé à l'utiliser dès 2003 dans mes livres. J'ai beaucoup de chance: l'État ne touche pas à mes publications. Il m'est arrivé d'écrire un livre sur le service militaire, mais je n'ai pas aucun problèmes. C'est pourtant interdit. En fait, l'État craint par-dessus tout la mauvaise publicité.

**Que vous a-t-on enseigné sur les événements de 1915?**

J'étais à l'école en 1980 après le coup d'État militaire. C'était la période la plus difficile. On m'a appris que les Arméniens étaient des traîtres, qu'ils avaient tué des Turcs, qu'ils n'étaient rien d'autre que des terroristes, des ennemis de l'intérieur. Il fallait comprendre qu'ils étaient la Ve colonne. Selon la version officielle, c'est pour cette raison qu'on les a fait partir. Rien de plus. En tout cas, pas question d'utiliser le mot de génocide. Dans les années 2000, le message est devenu devenu plus subtil. Mais depuis, il n'est toujours pas question d'utiliser ce terme au plus haut niveau de l'État.

**Quand avez-vous compris qu'il y avait un décalage entre ce qu'on vous avait enseigné et la réalité?**

Venant d'une famille contestataire, j'ai eu très tôt une certaine conscience des choses. On reprochait à mon père d'être un dangereux communiste. Je savais que tout cela était faux, que mes parents étaient des gens formidables, que les généraux au pouvoir étaient ces diables que l'on trouve dans les contes fantastiques. Une fois à l'université, j'ai commencé à faire le lien avec ce qu'on m'avait enseigné sur les Arméniens et la réalité. Par ailleurs, des amis de ma mère m'avaient donné des informations à ce sujet que je n'avais lues nulle part. Mais ce qui compliquait les choses, c'est que les Arméniens étaient assez invisibles dans mon environnement.

<sup>[1]</sup> Pinar Selek, Parce qu'ils sont arméniens, Éditions Liانا Levi, collection opinion, traduit du turc par Ali Terzioğlu.

<sup>[2]</sup> Il a été assassiné en 2007 par un nationaliste turc devant les locaux de son journal.

<sup>[3]</sup> Nom d'une place de la capitale turque rappelant le mouvement protestataire qui a rassemblé des milliers de personnes s'opposant à la destruction du parc Gezi à Istanbul.

**L'empire ottoman porte la responsabilité du génocide. Mais, dès 1923, la République proclamée continue d'ostraciser les Arméniens. Comment peut-on être républicain, laïc et oppresseur?**

Le comité Union et Progrès, plus connu sous le nom de «Jeunes Turcs» était considéré comme progressiste. Au fil du temps, ces derniers sont devenus kémalistes. Mais le fil conducteur de la nation turque est l'islam. La base de la société repose donc sur la destruction des non-musulmans. Dans la république d'aujourd'hui, l'État nomme les imams, les rémunère. Je ne comprends pas les gens qui se revendiquent laïcs en Turquie. La laïcité y est comprise comme la domination de l'État sur la religion. Or, pour moi, la laïcité c'est une composante importante de la démocratie. On ne voit pas cela dans ce pays.

**Si l'État turc ne reconnaît pas le génocide, c'est parce que les Arméniens sont chrétiens?**

Le fait que les Arméniens ne soient pas musulmans est important. Mais je ne suis pas sûre

que cet aspect-là ait encore une importance fondamentale aujourd'hui. La Turquie ne veut pas reconnaître le génocide car cette reconnaissance remet en cause les fondements de l'État, et le récit imaginaire qu'il a construit.

**Les Arméniens seraient donc des obstacles à ce qu'on appelle «le roman national», autrement dit l'exaltation collective du sentiment patriotique?**

C'est cela. En Turquie comme ailleurs, on a toujours besoin d'un ennemi. Les Arméniens ont «parfaitement» joué ce rôle. Je me souviens de Hrant Dink demandant publiquement si la fille de Mustafa Kemal pouvait être née dans un orphelinat arménien. L'état-major a immédiatement fait une déclaration disant qu'il mettait en danger le pays. Cet État a toujours besoin d'entretenir la peur.

**La reconnaissance du génocide vous paraît-elle illusoire en cette année de commémoration?**

Tout est possible. Vous savez, ce gouvernement est subtil, intelligent. Mais tout va dépendre de la question internationale et des différentes mobilisations citoyennes. En tout cas, cette équipe gouvernementale évolue. Ce serait formidable qu'elle reconnaisse le génocide. Il faut l'espérer. Mais la seule reconnaissance ne suffit pas. Il faut qu'il y ait réparation.

**Financière?**

Je ne sais pas. Je ne veux pas parler au nom des Arméniens. Il faut aussi des actions symboliques, comme la refonte des manuels scolaires d'histoire par exemple. J'ai vécu deux ans à Berlin. Là-bas, j'ai beaucoup appris sur la reconnaissance d'un crime collectif. Il y a des monuments, des musées. Et tout cela n'a faibli pas l'Allemagne, bien au contraire. La Turquie peut être plus forte, elle aussi, si elle s'engage dans cette voie.